

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2702

5 novembre 2008

SOMMAIRE

AAE Wagon Finance S.A.	129653	Kauri Capital 6	129657
Allco Wind Energy (Luxembourg) no 1 S.à r.l.	129651	Kempf & Partner (Luxembourg) A.G. ...	129656
Allco Wind Energy (Luxembourg) no 2 S.à r.l.	129652	K.M. Consult s.à r.l.	129658
Astilla S.A.	129654	Laboratoire de Toxicologie Expérimentale et Biologie S.à r.l.	129658
Banana S.à.r.l.	129657	Laduco	129696
Capital Global S.A.	129655	La Main Verte S.à.r.l.	129654
Catella Luxembourg S.à r.l.	129689	Laxmi, s.à r.l.	129654
ComApp S.à r.l.	129656	Leonard Finance S.A.	129658
C-Solutions S.à r.l.	129651	Luxcard S.A.	129655
Eau Vive Lux S. à r. l.	129695	Lux-Paris Sàrl	129658
Egerton S.à r.l.	129651	Maya Bay S.A.	129657
Egla2000	129650	Metaldyne Europe Sàrl	129660
Eikon Mezzanine Income Holding S.A. ..	129696	MLWERT 2 S.à r.l.	129685
Finvestit S.A.	129685	Mondo Invest S.A.	129655
Fisch & Geflügel - Welfrange	129652	NTR Network Investment S.A.	129653
Fondation Wäisse Rank Letzebuerg, Hellef fir Affer vu Verbriechen	129653	Omnisecurity S.A.	129653
Francono 2 S.à r.l.	129660	Promotor GmbH	129655
German Retail Property Luxco S.à r.l. ..	129691	Restaurant Over-Seas S.à.r.l.	129654
Goldman Sachs Developing Markets S.à r.l.	129650	Sandwicherie-Bar L'Eclipse S.à r.l.	129658
Habicht S.A.	129686	S&S Multi Services S.à.r.l.	129659
I.B.C.C.	129655	Stidel S.à r.l.	129652
IVC Luxembourg	129659	The Directors' Office	129652
JR Constructions S.à r.l.	129650	TMF Group Holding Luxembourg S.A. ..	129669
JTB Group	129658	TuliMAA Sàrl	129651
		Tyvest Holding S.A.	129656
		VASEQ Manager S.A.	129659

Egla2000, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 52.195.

Constituée par-devant Maître Edmond SCHROEDER, alors notaire de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 11 septembre 1995, acte publié au Mémorial C no 580 du 14 novembre 1995. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 1^{er} février 2007, acte publié au Mémorial C n ° 1073 du 6 juin 2007.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Egla2000

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134428/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2008, réf. LSO-CV06217. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

JR Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9380 Merscheid, 6, rue de Gralingen.
R.C.S. Luxembourg B 100.224.

Suite à une décision du conseil communal de Putscheid en date du 15 mai 2008 de re-numéroter les immeubles dans la localité de Merscheid l'adresse de notre firme JR Constructions inscrit dans le registre du commerce sous l'adresse 2A, rue de Gralingen L-9380 Merscheid a changé.

La nouvelle adresse est comme suit:

JR CONSTRUCTIONS, 6, rue de Gralingen L-9380 Merscheid.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Merscheid, le 09 juin 2008.

JR construction

Signatures

Les associés de l'entreprise

Référence de publication: 2008136026/801138/19.

Enregistré à Diekirch, le 24 juillet 2008, réf. DSO-CS00404. - Reçu 166,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080157544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Goldman Sachs Developing Markets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 133.643.

Constituée par-devant M^e Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 octobre 2007, acte publié au Mémorial C no 2957 du 19 décembre 2007.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Goldman Sachs Developing Markets S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2008136209/3521/17.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV07006. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Egerton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.
R.C.S. Luxembourg B 106.369.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EGERTON S.à.r.l.

Référence de publication: 2008136207/9424/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV07012. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

C-Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4391 Pontpierre, 54, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 87.657.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008135899/9503/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08495. - Reçu 97,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080158767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TuliMAA Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9237 Diekirch, 1A, place Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 92.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 27 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008136064/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 octobre 2008, réf. DSO-CV00219. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080158104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Allco Wind Energy (Luxembourg) no 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 124.349.

Constituée par-devant M^e Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 1^{er} février 2007, acte publié au Mémorial C no 663 du 20 avril 2007. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par-devant M^e Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 16 juin 2008, acte publié au Mémorial C no 2060 du 26 août 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Allco Wind Energy (Luxembourg) no 1 S.à.r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134429/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2008, réf. LSO-CV06216. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080157044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

The Directors' Office, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 96.744.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008136076/242/12.

(080159602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Stidel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 129.394.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008136077/242/12.

(080159608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Fisch & Geflügel - Welfrange, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5698 Welfrange, 17, rue de Remich.
R.C.S. Luxembourg B 38.310.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 27 octobre 2008.

Patrick SERRES

Notaire

Référence de publication: 2008136081/8085/12.

(080159802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Allco Wind Energy (Luxembourg) no 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 124.351.

Constituée par-devant M^e Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 1^{er} février 2007, acte publié au Mémorial C no 651 du 19 avril 2007. Les statuts ont été modifiés par-devant M^e Martine SCHAEFFER, notaire de résident à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 16 juin 2008, acte publié au Mémorial C no 1974 du 13 août 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Allco Wind Energy (Luxembourg) no 2 S.à.r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134430/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2008, réf. LSO-CV06214. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Omnisecurity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 11A, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 104.012.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 octobre 2008.

Blanche MOUTRIER

Notaire

Référence de publication: 2008136084/272/12.

(080159866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

NTR Network Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 116.340.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 51973 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2008136088/211/12.

(080159894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

AAE Wagon Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 76.451.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 53203 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2008136089/211/12.

(080159896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Fondation Wäisse Rank Letzebuerg, Hellef fir Affer vu Verbriechen, Fondation.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 84, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg G 76.

Conseil d'Administration de l'Exercice 2008

Président:

de WAHA François, 5, op der Fär, L-6690 MOERSDORF, Fonctionnaire d'Etat en retraite

Vice-Président:

WERER Lucien, 2, rue de Hivange, L-8351 DAHLEM, Chauffeur représentant en retraite

Sécrétaire Générale et Trésorière:

STEIL Marie-Josée, 55, rue des Pres, L-5316 CONTERN, Employée privée en retraite

Assesseur:

FAUTSCH Nico, 57, rue de Luxembourg, L-8007 BERTRANGE, Directeur en retraite

Référence de publication: 2008135835/2324/18.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08754. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

La Main Verte S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4169 Esch-sur-Alzette, 32, rue Aloyse Kayser.
R.C.S. Luxembourg B 82.580.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008136216/2749/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 février 2008, réf. LSO-CN06685. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Laxmi, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Strassen, 183, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 116.515.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008136217/2749/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2008, réf. LSO-CM07039. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Restaurant Over-Seas S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 321, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 60.228.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008136218/2749/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2008, réf. LSO-CM07043. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Astilla S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 77.452.

Convention de Domiciliation

La Convention de Domiciliation conclue en date du 19 février 2008 entre la Société Anonyme ASTILLA S.A., avec Siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, et la Société Européenne de Banque S.A., avec Siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 13.859, a été dénoncée avec effet immédiat en date du 30 septembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aux fins de Réquisition

Société Européenne de Banque, Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008136302/24/18.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07786. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

I.B.C.C., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 87.442.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008136240/784/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2008, réf. LSO-CV04933. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Capital Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 81.521.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008136241/784/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2008, réf. LSO-CV04936. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Mondo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 32.652.

Promotor GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5752 Frisange, 23A, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 43.964.

Luxcard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 70.804.

CLOTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugements rendus en date du 23 octobre 2008, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en ses rapports oraux, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation des sociétés MONDO INVEST S.A., avec siège social à L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri, de fait inconnue à cette adresse, PROMOTOR GmbH, avec siège social à L-5752 Frisange, 23A, rue de Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse, LUXCARD S.A., dont le siège social à L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II, a été dénoncé le 30 juin 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Maître Jonathan BURGER
Le liquidateur

Référence de publication: 2008136301/8870/30.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09285. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

(080159785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

(080159787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Kempf & Partner (Luxembourg) A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 100.141.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008136230/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV06940. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

ComApp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4997 Schouweiler, 51, rue de Dahlem.

R.C.S. Luxembourg B 36.578.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 octobre 2008.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008136231/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV06941. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Tyvest Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 62.929.

Conformément à l'article 3 de la loi du 12 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Citco C&T (Luxembourg) SA informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue le 22 mai 2000 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

TYVEST HOLDINGS SA ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et

Citco C&T (Luxembourg) SA ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg en tant que reprenneur du contrat précédemment entre Tyvest Holding SA et Citco (Luxembourg) SA.

Citco C&T (Luxembourg) SA informe également de la démission des administrateurs et commissaire aux comptes suivants, leur démission prenant effet à ce jour:

- Luxembourg Corporation Company SA, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur et Administrateur-Délégué;

- T.C.G. Gestion SA, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur;

- Luxembourg Management Company Limited, ayant son siège social a Wickhams Cay, Po Box 662, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, en tant qu'Administrateur;

- Luxembourg Administration Services Limited, ayant son siège social a Wickhams Cay, Po Box 662, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, en tant que Commissaire aux Comptes;

Fait à Luxembourg, le 10 octobre 2008.

Doeke van der Molen / Séverine Canova

Administrateur-Délégué / Fondée de Pouvoir A

Référence de publication: 2008136304/710/26.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08229. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Banana S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.300,00.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 114.777.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008136237/833/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07752. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Kauri Capital 6, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 131.053.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008136238/833/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07761. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Maya Bay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 117.190.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 10 octobre 2008

1. Le siège social de la Société est transféré du 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg à compter de ce jour.

2. L'adresse professionnelle des Administrateurs suivants de la société est modifiée comme suit:

- Monsieur Grégory GUISSARD, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à Luxembourg (L-2086)

- Monsieur Stéphane BAERT, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à Luxembourg (L-2086)

- Monsieur Harald CHARBON, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à Luxembourg (L-2086)

3. Il est pris acte du changement de siège social de la société FIN-CONTRÔLE S.A., Commissaire aux Comptes de la Société, désormais situé au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 octobre 2008.

Certifié conforme

MAYA BAY S.A.

S. BAERT / G. GUISSARD

Administrateur et Président du Conseil / Administrateur

Référence de publication: 2008136291/795/26.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2008, réf. LSO-CV07138. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

JTB Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 29, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 62.408.

K.M. Consult s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 252, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 40.776.

Laboratoire de Toxicologie Expérimentale et Biologie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3354 Leudelange, 15A, rue de la Forêt.
R.C.S. Luxembourg B 71.296.

Lux-Paris Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 47, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 71.056.

Sandwicherie-Bar L'Eclipse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 4-6, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 88.741.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par jugements rendus en date du 23 octobre 2008, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en ses rapports oraux, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation des sociétés JTB GROUP S.à r.l., avec siège social à L-1258 Luxembourg, 29, rue Jean-Pierre Brasseur, de fait inconnue à cette adresse, K.M. CONSULT S.à r.l., avec siège social à L-1420 Luxembourg, 252, avenue Gaston Diderich, de fait inconnue à cette adresse, Laboratoire de Toxicologie Expérimentale et Biologie S.à r.l., avec siège social à L-3354 Leudelange, 15A, rue de la Forêt, de fait inconnue à cette adresse, LUX-PARIS S.à r.l., avec siège social à L-1611 Luxembourg, 47, avenue de la Gare, de fait inconnue à cette adresse, SANDWICHERIE-BAR L'ECLIPSE S.à r.l., avec siège social à L-1160 Luxembourg, 4-6, boulevard d'Avranches, de fait inconnue à cette adresse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg.

Pour extrait conforme

Maître Jonathan BURGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2008136299/8870/40.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09286. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

(080159789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

(080159790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

(080159792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

(080159793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

—
Leonard Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 82.997.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DU KIEM S.A.R.L.

24, rue des Genêts, L-1621 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2008136160/1429/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 septembre 2008, réf. LSO-CU03509. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

IVC Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-9577 Wiltz, 26, rue de Winseler.
R.C.S. Luxembourg B 110.382.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IVC Luxembourg S.A.
Dirk Decaluwé
Administrateur-délégué, Directeur financier

Référence de publication: 2008136202/6178/14.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2008, réf. LSO-CV09282. - Reçu 115,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

S&S Multi Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 88.353.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2008136204/4287/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV06933. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

VASEQ Manager S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 99.120.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue le 15 octobre 2008

Il résulte du procès-verbal que l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires a décidé:

- d'accepter la démission présentée par Catherine KOCH en tant que Administrateur B de la société avec effet au 25 août 2008;

- de nommer, avec effet au 25 août 2008, Monsieur Benoît CHAPPELLIER, né le 25 mars 1965 à Messancy (Belgique) ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, en tant que Administrateur B jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra en l'année 2009;

De telle sorte que le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

* Monsieur Benoît CHAPPELLIER, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg,

* Monsieur Randl L. SHURE, ayant son adresse professionnelle au 2045, Dogwood Lane, USA - 22901 Charlottesville,

* Monsieur Seamus FITZPATRICK, ayant son adresse professionnelle au 5, Queen's Gate, GB - SW7 3JU London;

- de transférer le siège social du 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2008.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2008136307/1005/26.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2008, réf. LSO-CV05989. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Metaldyne Europe Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 31.961.750,00.**

Siège social: L-8181 Kopstal, 96, route de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 67.919.

—
Acte constitutif publié au Memorial C n ° 193 du 22 mars 1999.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.09.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008136142/2977/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2008, réf. LSO-CU05980. - Reçu 107,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Francono 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 142.497.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the sixteen day of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

FranconoFund SCA SICAV-SIF, a corporate partnership limited by shares incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Dicks, L-1417, whose registration with the trade and companies register is still pending,

here represented by Johan Terblanche, lawyer, with professional address at 14, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 16 October 2008,

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:**I. Name - registered office - object - duration****Art. 1. Name.** The name of the company is "Francono 2 S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the Board (as hereinafter defined). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the sole shareholder acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The object of the Company is the acquisition, management, development and sale, for its own account, of real properties wherever they may be located.

The Company may carry out all transactions (i) in direct or indirect connection with the object of the Company or which may be useful to carry out its object and (ii) pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise or company in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies.

The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the sole shareholder acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. I f several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) The Board shall not have the power to do or cause any of the following to be done without obtaining the prior written consent of the sole shareholder:

(a) the acquisition of (i) any real estate and (ii) any asset with a value or a purchase price equal to or greater than one hundred thousand euro (EUR 100,000);

(b) the disposal of (i) any real estate and (ii) any asset with a value or sales price equal to or greater than one hundred thousand euro (EUR 100,000); or

(c) the borrowing of more than EUR 50,000.

(iii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty- four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to The Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3 The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1 Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - allocation of profits - supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by one-half of the shareholders holding three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2009.

Subscription and payment

FranconoFund SCA SICAV-SIF, represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately thousand two hundred euros (EUR 1.200.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Bülent Hakki Sen, Dipl.- Kaufmann / MBA, born on 7 November 1969 in Ankara, Turkey, residing at 43, route de Longwy, L-8080 Bertrange; and
- Henrik Schoenberg Clemens Pedersen, Dipl.- Ingenieur / MBA, Consultant, born on 12 January 1978 in Ringkøbing, Denmark, residing at 3, Routstrach, L-6992 Oberanven.

2. The registered office of the Company is set at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representatives of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le seizième jour d'octobre,

Par devant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

FranconoFund SCA SICAV-SIF, une société en commandite par action régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social se situe à 4, rue Dicks L-1417 Luxembourg, dont l'inscription au registre du commerce et des sociétés est en attente,

représentée par Johan Terblanche, avec adresse professionnelle au 14, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 16 octobre 2008,

ladite procuration, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - siège social - objet - durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est Francono 2 S.à r.l. (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du

Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est l'acquisition, la gestion, le développement et la vente, pour son propre compte, de propriétés immobilières, où qu'elles soient situées. La Société peut effectuer toute transaction (i) en lien direct ou indirect avec l'objet de la société ou qui peut être utile pour réaliser son objet et (ii) afférent directement ou indirectement à l'acquisition de participations dans n'importe quelle entreprise ou société, de n'importe quelle forme que ce soit, et la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas être associés

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils forment le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil n'a pas le pouvoir de faire ou de prendre les décisions suivantes, sans l'accord écrit préalable de l'unique associé.

(a) L'acquisition (i) d'un immeuble et (ii) d'un actif d'une valeur ou d'un prix d'achat égal ou supérieur à cent mille euros (EUR 100.000);

(b) La vente (i) d'un immeuble et (ii) d'un actif d'une valeur ou d'un prix de vente égal ou supérieur à cent mille euros (EUR 100.000); ou

(c) Un emprunt d'un montant supérieur à cinquante mille euros (EUR 50.000)

(iii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous

les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - affectation des bénéfices - contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié des associés détenant les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites.

Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2009.

Souscription et libération

FranconoFund SCA SICAV-SIF, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500);

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200.-)

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Bülent Hakki Sen, Dipl.- Kaufmann / MBA, né le 7 novembre 1969 à Ankara, Turquie, résidant à 43, route de Longwy, L-8080 Bertrange; et

- Henrik Schoenberg Clemens Pedersen, Dipl.-Ingenieur / MBA, Consultant, né le 12 janvier 1978 à Ringkøbing, Danemark, résidant à 3, Routstrach, L-6992 Oberanven.

2. Le siège social de la Société est établi au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux mandataires des parties comparantes, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: J. Terblanche et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 20 octobre 2008. LAC/2008/42475. — Reçu soixante-deux euros cinquante cents Eur 0,5% = 62,50.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008136330/5770/486.

(080159548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

TMF Group Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.822.

In the year two thousand and eight, on the ninth day of October.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of TMF Group Holding Luxembourg S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 102.822 (the "Company"). The Company was incorporated on 27 July 2004 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 1155 of 16 November 2004. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended several times and for the last time on 8 June 2006 pursuant to a deed of Mr Joseph Elvinger, prenamed, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 1861 of 4 October 2006.

The Meeting is chaired by Christophe Balthazard, lawyer, with professional address in Luxembourg, (the "Chairman"). The Chairman appoints Solange Wolter, private employee, with professional address in Luxembourg as secretary of the Meeting (the "Secretary"). The Meeting elects Annick Braquet, private employee, with professional address in Luxembourg as scrutineer of the Meeting (the "Scrutineer"). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the "Bureau".

The shareholders of the Company present or represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present deed, after having been signed by all the shareholders or their representatives or holders of powers of attorney and the members of the Bureau.

The powers of attorney from the shareholders represented at the Meeting, after having been signed *ne varietur* by the holders of powers of attorney, the members of the Bureau and the undersigned notary, shall also remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requested the notary to record that:

I. it appears from the attendance list that all the voting shares of the Company with a nominal value of EUR 1.25 (one Euro and twenty-five cents) each, representing 100% of the voting share capital of the Company, are duly represented at the Meeting, which is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda hereinafter reproduced, it being understood that the 1,000 preference shares of the Company are currently held in treasury by the Company itself;

II. the agenda of the Meeting is set out as follows:

- (1) Waiver of convening notices.
- (2) Acknowledgement of the resignation of Ms Geraldine Ann Kennell as member of the board of directors (and from all other mandates in the Company) and discharge.
- (3) Amendment to the existing articles 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 20 to 32, 34, 35, 36, 38 and 39 of the articles of association of the Company (the Articles), confirmation of the existing authorisation of the board of directors of the Company to issue shares of the Company under the authorised share capital of the Company, deletion of the existing articles 10, 12 to 19, 33, 37 and 40 of the Articles, subsequent renumbering and full restatement of the Articles (without amendment of the corporate object of the Company), with insertion or changes, to the extent necessary, of headings in the Articles.
- (4) Miscellaneous.

III. After deliberation, the Meeting has unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholder of the Company present or represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda of the Meeting which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting acknowledges the resignation of Ms Geraldine Ann Kennell as member of the board of directors of the Company (and from all other mandates in the Company) effective as of 9 October 2008 at 10.50 a.m. and resolves to give her full and unconditional discharge of liability regarding the due performance of her director's duties and of any other mandates in the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to amend the existing articles 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 20 to 32, 34, 35, 36, 38 and 39 of the Articles, to confirm, to the extent necessary, the existing authorisation of the board of directors of the Company to issue shares of the Company under the authorised share capital of the Company granted at the occasion of the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company held on 28 September 2004, to delete the existing articles 10, 12 to 19, 33, 37 and 40 of the Articles, to subsequently renumber and fully restate the Articles (without amending the corporate object of the Company), with insertion or changes, to the extent necessary, of headings in the Articles, which shall henceforth, in their restated version, read as follows:

"Chapter I - Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name.

1.1 There is hereby established a company in the form of a public limited liability company ("société anonyme") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of association (the "Articles").

1.2 The company exists under the name of TMF Group Holding Luxembourg S.A. (the "Company").

1.3 The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders (the "Shareholders"). The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

1.4 Any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if the Company has only one shareholder.

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City. The Company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors of the Company (the "Board of Directors"). The registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered offices by a simple decision of the Board of Directors.

2.2 If extraordinary events either political, economical or social that might create an obstacle to the normal activities at the registered offices or to easy communications of these offices with foreign countries should arise or be imminent, the registered offices may be transferred to another country until the complete cessation of these extraordinary circumstances. This measure, however, shall not affect the nationality of the Company, which will keep its Luxembourg nationality, notwithstanding the provisional transfer of its registered offices. One of the executive bodies of the Company, which has powers to commit the Company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered offices and inform third parties.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting warrants or options to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, to lend funds to its subsidiaries, or to any other company including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets, and perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

3.2 The Company may borrow and raise funds for the purpose listed above.

3.3 The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas as described above.

3.4 The objects specified in the preceding paragraphs shall be construed in the widest sense so as to include any activity or purpose which is related, incidental, or conducive thereto.

3.5 In pursuing its objects, the Company shall, to the extent legally permitted, also take into account the interests of the group of companies and enterprises with which it is affiliated.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is constituted for an unlimited period.

4.2 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of the Shareholders (the "General Meeting of Shareholders") adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Chapter II - Capital

Art. 5. Corporate Capital.

5.1 The issued share capital is set at EUR 1,122,681.25 (one million one hundred twenty-two thousand six hundred eighty-one Euro and twenty-five cents), divided into:

- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "A" ordinary shares (the "A Ordinary Shares");
- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "B" ordinary shares (the "B Ordinary Shares");
- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "C" ordinary shares (the "C Ordinary Shares");
- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "D" ordinary shares (the "D Ordinary Shares");
- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "E" ordinary shares (the "E Ordinary Shares");
- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "F" ordinary shares (the "F Ordinary Shares");
- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "G" ordinary shares (the "G Ordinary Shares");
- 99,683 (ninety-nine six hundred eighty-three) "H" ordinary shares (the "H Ordinary Shares");
- 99,681 (ninety-nine six hundred eighty-one) "I" ordinary shares (the "I Ordinary Shares", and together with the A Ordinary Shares, the B Ordinary Shares, the C Ordinary Shares, the D Ordinary Shares, the E Ordinary Shares, the F Ordinary Shares, the G Ordinary Shares and the H Ordinary Shares, the "Ordinary Shares"); and
- 1,000 (one thousand) preference shares (the "Preference Shares", together with the Ordinary Shares, the "Shares"), with a nominal value of EUR 1.25 (one Euro and twenty-five cents) per Share.

Art. 6. Modification of Corporate Capital.

6.1 The total un-issued but authorised capital of the Company is fixed at EUR 1,500,000 (one million five hundred thousand Euros) being the amount by which the Board of Directors is able to increase the issued share capital.

6.2 The authorised and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the General Meeting of Shareholders adopted in the manner required for amending the Articles.

6.3 Within the limits of the authorised share capital set out under Article 6.1, the share capital may be increased at the initiative of the Board of Directors, with or without an issue premium, in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Shares, it being understood that:

6.3.1 The Board is authorised to create and issue an aggregate number of 1,200,000 (one million two hundred thousand) new Shares having the same rights as the existing Shares as follows:

- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new A Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new B Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new C Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new D Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new E Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new F Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new G Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new H Ordinary Shares;
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new I Ordinary Shares; and
- 120,000 (one hundred and twenty thousand) new Preference Shares.

6.3.2 The authorisation will expire five years after the date of publication of the minutes of the extraordinary General Meeting of Shareholders dated 28 September 2004, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of the General Meeting of Shareholders, adopted in the manner required for amending the Articles;

6.3.3 The Board of Directors may cancel the existing Shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares created pursuant to this Article 6;

6.3.4. The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend Article 5 in order to record the change of share capital following an increase pursuant to this Article 6. The Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended (the "1915 Law"). Furthermore the Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company, or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

6.3.5 The increase of the share capital decided by the Board of Directors within the limitation of the authorised share capital may be subscribed for, and Shares may be issued with or without issue premium and paid up by contribution in kind or cash, or by incorporation of claims in any other way to be determined by the Board of Directors.

6.4 Subject to the powers granted to the Board of Directors pursuant to the authorised share capital clause contained in this Article 6, Shares not yet issued shall be issued at such price, upon such conditions and at such times as the General Meeting of Shareholders shall determine, provided that the Shares shall not be issued at a price below nominal value. If

the consideration payable to the Company for newly issued Shares exceeds the nominal value of those Shares, the excess is to be treated as share premium in respect of the Shares in the books of the Company.

6.5 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares within the limits set by the 1915 Law.

Art. 7. Payments.

7.1 Payments on Shares not fully paid up at the time of subscription will be made at the time and upon conditions which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on Shares will be charged equally on all outstanding Shares which are not fully paid.

Art. 8. Shares and Register of Shareholders.

8.1 The Shares are in registered form.

8.2 The Board of Directors shall keep a register of Shareholders in which the name and address of each Shareholder shall be recorded, together with the number of Shares issued to him and the amount paid up on each Share, as well as any transfers of Shares and the dates of such transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this register.

8.3 This register of Shareholders will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder.

8.4 The Board of Directors shall ensure that the register of Shareholders is kept up to date at all times in compliance with article 40 of the 1915 Law. All entries shall be signed by a member of the Board of Directors or by a person authorised in relation thereto by the Board of Directors.

Art. 9. Share premium.

9.1 In the books of the Company one or more separate premium reserves may be maintained for the Shares, stating the premium paid on the Shares. Payments from this reserve may be made only on a resolution of the General Meeting of Shareholders.

9.2 By a resolution adopted unanimously at a meeting where the entire issued share capital of the Company is present or represented, the General Meeting of Shareholders may join one or more premium reserves maintained in accordance with Article 9.1.

Art. 10. Multiple beneficiaries.

10.1 The Company recognises only one owner per Share. If there are several owners of a Share, the Company shall be entitled to suspend the exercise of the rights attaching to such Share until one person is designated as being the owner, vis-à-vis the Company, of the Share.

Chapter III - Directors, Board of Directors, Auditors

Art. 11. Board of Directors.

11.1 For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a sole director (the "Sole Director") who does not need to be a Shareholder. Where the Company has more than one Shareholder, the Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three directors (the "Directors") who need not be Shareholders.

11.2 The Directors are appointed by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. The General Meeting of Shareholders shall also determine the remuneration of the Directors (if any) and the term of their office. The Directors be removed at any time by a resolution of the General Meeting of Shareholders.

11.3 Where a legal person is appointed as a Director (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a natural person as permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board of Directors in accordance with article 51bis of the 1915 Law.

11.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors nominated by the General Meeting of Shareholders because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus nominated may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders which will be requested to ratify such nomination.

Art. 12. Meetings of the Board of Directors.

12.1 The Board of Directors shall elect a chairman from among the Directors (the "Chairman").

12.2 The Board of Directors may choose a secretary, who need not be a Director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting of Shareholders or of the resolutions passed by the Sole Shareholder.

12.3 The Chairman will preside at all meetings of the Board of Directors and any General Meeting of Shareholders. In his/her absence, the other members of the Board or the General Meeting of Shareholders, as the case may be, will appoint a chairman pro tempore to preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Directors or Shareholders present or represented at such meeting.

12.4 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any two Directors at the place and at the time indicated in the notice of meeting. Board of Directors meetings shall be held in Luxembourg, unless the

circumstances otherwise require or if the Directors agree otherwise. The notice period shall not be less than 24 (twenty-four) hours, and the notice will include the agenda of the business to be transacted at the meeting and all papers to be circulated in connection with or presented to it, and unless the Board of Directors otherwise agrees, no business shall be transacted at any meeting except for that specified in the agenda relating to it.

12.5 In the case of an emergency, the Board of Directors may meet and pass resolutions at a meeting without any prior convening notice if all the members of the Board of Directors are present or represented at such meeting and have waived the prior convening notice.

12.6 Except as provided otherwise in the Articles, the Board of Directors can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies.

12.7 Subject to other specific provisions elsewhere in the Articles, decisions shall be taken by a majority of votes of the Directors present or represented at the meeting. In case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

12.8 Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Notwithstanding the foregoing, resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Directors' meetings.

The Directors may further cast their votes by letter, facsimile, cable or telex, the latter confirmed by letter.

12.9 A Director may be represented at a meeting by another member of the Board of Directors. A Director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two Directors are present at the meeting

12.10 The minutes of the meeting of the Board of Directors (or the resolutions of the Sole Director, as the case may be) shall be signed by the Chairman, by any two Directors or as the Board of Directors may resolve (or by the sole Director as the case may be).

12.11 Extracts shall be certified by the Chairman, or by any two Directors, or by any other duly authorised person to whom the Board of Directors has granted such power (or by the Sole Director as the case may be).

Art. 13. Powers of the Board of Directors.

13.1 The Board of Directors (or the Sole Director as the case may be) is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

13.2 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors (or of the Sole Director as the case may be).

Art. 14. Delegation of powers.

14.1 The Board of Directors (or the Sole Director as the case may be) may delegate the daily management of the Company's business, understood in its widest sense as well as the powers to represent the Company towards third parties to one or more Directors or third parties who need not be Shareholders under such terms and with such powers as the Board of Directors (or the Sole Director as the case may be) shall determine.

14.2 The Board of Directors may delegate any special power to one or more persons who need not to be Directors. The Board of Directors will determine this person's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 15. Representation of the Company.

15.1 Towards third parties, the Company is in all circumstances represented in the bounds laid down by its purposes by any two Directors (or in the case of a Sole Director, by the sole signature of the Sole Director), or by delegates of the Board of Directors (or of the Sole Director as the case may be) acting within the limits of their powers.

15.2 Except in case of a Sole Director, Directors may not, however, bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by a resolution of the Board of Directors.

15.3 Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature of the person (s) appointed to that effect in accordance with Article 14.1.

Art. 16. Opposite interest.

16.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

16.2 In the event that a Director has an opposite interest to the interest of the Company in any transaction submitted to the Board of Directors, such Director must advise the Board of Directors and must have such declaration mentioned in the minutes of the meeting of the Board of Directors. The concerned Director shall not deliberate nor vote on any such transaction and such opposite interest shall be reported to the following General Meeting of Shareholders prior to any vote on other resolutions. This paragraph does not apply to the Sole Director.

16.3 For so long as the Company has a Sole Director, the transactions entered into by the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company shall be set forth in minutes which will be presented to the next following General Meeting of Shareholders.

16.4 The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board of Directors or of the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

Art. 17. Statutory auditor - External auditor.

17.1 The Company is supervised by one or more statutory auditors, who are appointed by the General Meeting of Shareholders.

17.2 The duration of the term of office of a statutory auditor is fixed by the General Meeting of Shareholders. It may not, however, exceed periods of six years, renewable.

17.3 If the conditions of article 69 (in combination with article 35) of the act of 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies (the "Act of 2002) are met, the Company will be supervised by one or several external auditor(s) and not by (a) statutory auditor(s). The external auditor(s) shall be appointed by the General Meeting of Shareholders in accordance with article 69 of the Act of 2002. The General Meeting of Shareholders will determine its/their number, its/their remuneration (if any) and the term of its/their office.

Chapter IV - General Meeting of Shareholders

Art. 18. Powers of the General Meeting of Shareholders.

18.1 As long as the Company has only one Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting of Shareholders. In the Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting of Shareholders shall be a reference to decision taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

18.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

18.3 Unless otherwise provided by law, decisions of the General Meeting of Shareholders are taken by a simple majority vote of the votes cast.

18.4 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting of Shareholders where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Journal (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be approved by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to Shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

18.5 The nationality of the Company may be changed and the commitments of the Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders of the Company (if any).

Art. 19. Voting rights.

19.1 Ordinary Shares have one vote each.

19.2 Preference Shares are non-voting Shares but shall be entitled to vote in the following situations:

19.2.1 In the following matters as defined in article 46 (1) of the 1915 Law:

- (a) the issue of new Shares carrying preferential rights;
- (b) the determination of the preferential cumulative dividend attaching to the non-voting Shares;
- (c) the conversion of Preference Shares into Ordinary Shares;
- (d) the reduction of the capital of the Company;
- (e) any change to the Company's corporate object;
- (f) the issue of convertible bonds;
- (g) the dissolution of the Company before its term;
- (h) the transformation of the Company into a Company of another legal form.

19.2.2 According to article 46 (2) of the 1915 Law, Preference Shares shall have the same voting right as the holders of Ordinary Shares at all meetings if, despite the existence of profits available for that purpose, the preferential cumulative dividends (as defined in Article 26.2) have not been paid in their entirety for any reason whatsoever for a period of two successive financial years and until such time as all cumulative dividends shall have been received in full.

The Preference Shares retain these rights until all such dividends have been paid.

19.2.3 According to article 44 of the 1915 Law, Preference Shares shall also be given the right to vote on all matters:

(a) if the issued Preference Shares should have come to represent more than 50% of the total issued share capital of the Company;

(b) if the right to a preferential and cumulative dividend as provided for in article 44 (1) 2) of the 1915 Law and set forth in Article 26.2, should no longer be granted or be removed;

(c) if the preferential right on liquidation as provided for in article 44 (1) 3) of the 1915 Law and set forth in Article 27.2, should not be granted or removed.

The Preference Shares will retain their voting right until and as long as any of these three conditions prevail.

Art. 20. Place and Date of the Annual General Meeting of Shareholders.

20.1 The annual General Meeting of Shareholders (the "Annual General Meeting of Shareholders") shall be held each year at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on 30 June at 2.00 p.m.

20.2 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting of Shareholders shall be held on the first preceding business day in Luxembourg.

Art. 21. Other General Meetings of Shareholders.

21.1 The Board of Directors or the statutory auditor(s) may convene other General Meetings of Shareholders.

21.2 Other General Meetings of Shareholders must be convened by the Board of Directors or the statutory auditor (s) at the request of Shareholders representing one tenth of the Company's issued share capital as provided for in article 70 of the 1915 Law. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month.

21.3 One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed share capital of the Company may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting of Shareholders. This request must be addressed by registered letter to the Company at least five days before the relevant General Meeting of Shareholders.

21.4 Any General Meeting of Shareholders, ordinary or extraordinary, may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meetings.

Art. 22. Convening notices, proxies.

22.1 Without prejudice to the provisions of the preceding Article, General Meetings of Shareholders shall be convened as provided for by law. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting of Shareholders may take place without prior notice of meeting.

22.2 Convening notices for every General Meeting of Shareholders shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the General Meeting of Shareholders, in the Official Journal (Mémorial) and in a Luxembourg newspaper.

Notices by mail shall be sent eight days before the relevant General Meeting of Shareholders to registered Shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with.

Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.

22.3 Shareholders may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder, whether in original, by telefax, or e-mail.

Art. 23. Chairman, Secretary, Scrutineer and minutes.

23.1 General Meetings of Shareholders shall be chaired by the chairman or, in his absence, by the person appointed for that purpose by the General Meeting of Shareholders itself. The chairman shall then appoint a secretary for that meeting, which person needs not be a Shareholder. The relevant meeting shall appoint a scrutineer for that meeting, which person needs not be a Shareholder.

23.2 The chairman may instruct a notary to draw up an official record of the General Meeting of Shareholders at the expense of the Company.

23.3 Unless an official record of the General Meeting of Shareholders is drawn up by a notary, minutes shall be drawn up at the General Meeting of Shareholders by the secretary of the relevant meeting. The minutes shall be signed by the chairman, the secretary and the scrutineer of the relevant General Meeting of Shareholders and by any Shareholder who wishes to do so in witness thereof, or shall be adopted by the next General Meeting of Shareholders and in witness thereof signed by the chairman, the secretary and the scrutineer of that General Meeting of Shareholders.

23.4 The Board of Directors keeps a written record of all resolutions. Such records will be held available for inspection by the Shareholders at the registered office of the Company. Copies or extracts of such records will be provided to the Shareholders free of charge or at cost price.

23.5 In case resolutions of the General Meeting of Shareholders have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman or by any two Directors.

Chapter V - Business Year, Distribution of Profits

Art. 24. Business Year.

24.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

24.2 The Board of Directors draws up the annual accounts according to the applicable legal requirements. It submits these documents, with a report of the Company's operations, to the statutory auditor(s) (or the external auditor(s) as the case may be) at least one month before the Annual General Meeting of Shareholders.

Art. 25. Inspection of annual accounts.

25.1 Fifteen days before the Annual General Meeting of Shareholders, the annual accounts, the annual report and any other information required under article 73 of the 1915 Law, shall be available for inspection by the Shareholders at the Company's registered office.

25.2 Free copies of the documents referred to in this Article 25 shall be made available by the Company to the Shareholders.

Art. 26. Distribution of profits.

26.1 Every year at least 5% (five per cent) of the net profits will be allocated to the legal reserve account. This allocation will be no longer necessary when and as long as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent) of the issued share capital of the Company.

26.2 Subject to the paragraph above, the General Meeting of Shareholders determines the appropriation and distribution of net profits it being understood that the holders of Preference Shares are entitled to a cumulative annual dividend per Preference Share, such cumulative annual dividend to be calculated as 13% (thirteen per cent) of the nominal value of the Preference Shares plus any share premium. In case the preferential cumulative dividend is not paid (for whatever reason) for the past financial year, it will be remunerated by an additional 13% (thirteen per cent) (as indicated above) to be paid on the amount of the unpaid preferential cumulative dividend of the previous year in each case without prejudice to the cumulative payment of the outstanding unpaid dividend.

In case there is unpaid dividend on the Preference Shares, no dividend can be paid on Ordinary Shares.

In the event of partly paid Shares, dividends will be payable in proportion to the paid-in amount of such Shares.

26.3 The Board of Directors is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by the 1915 Law.

Chapter VI - Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution, Liquidation.

27.1 The Company may be dissolved by a decision of the General Meeting of Shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

27.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidator(s) (who may be natural persons or legal entities) appointed by the General Meeting of Shareholders which shall determine their powers and their remuneration (if any).

In a liquidation of the Company, the amount available for distribution shall be distributed as follows:

27.2.1 First, any outstanding dividend payable in respect of the Preference Shares will be paid to the extent there are sufficient funds available;

27.2.2 Second, the total capital paid (in nominal capital plus premium) on all Preference Shares or, to the extent there are insufficient funds to pay such total capital, a distribution will be made pro rata amongst the holders of Preference Shares; and

27.2.3 Third, to the extent there are surplus funds available following the distribution made pursuant to Articles 27.2.1 and 27.2.2, these funds shall be distributed amongst the holders of Ordinary Shares pari passu amongst each class of Ordinary Shares.

Chapter VII - Miscellaneous

Art. 28. Applicable law.

28.1 All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law."

Estimates of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,000.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and that at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing parties, the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le neuf octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de TMF Group Holding Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.822 (la "Société"). La Société a été constituée le 27 juillet 2004 en vertu d'un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 1155 du 16 novembre 2004. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 8 juin 2006 en vertu d'un acte de Maître Joseph Elvinger, prénommé, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 1861 du 4 octobre 2006.

L'Assemblée est présidée par Christophe Balthazard, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg (le "Président"). Le Président désigne Solange Wolter, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire de l'Assemblée (le "Secrétaire"). L'Assemblée choisit Annick Braquet, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme scrutateur de l'Assemblée (le "Scrutateur"). Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont désignés collectivement ci-après comme le "Bureau".

Les actionnaires de la Société présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par les actionnaires, leurs représentants ou mandataires ainsi que les membres du Bureau.

Les procurations des actionnaires représentés à l'Assemblée, après avoir été signées ne varietur par les mandataires, les membres du Bureau et le notaire instrumentant resteront également annexées au présent acte pour être enregistrées ensemble avec celui-ci.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président prie le notaire d'acter que:

I. il résulte de la liste de présence que toutes les actions avec droit de vote de la Société ayant une valeur nominale de 1,25 EUR (un Euro et vingt-cinq cents) chacune, représentant 100% du capital social avec droit de vote de la Société sont dûment représentées à l'Assemblée qui est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer sur tous les points à l'ordre du jour reproduit ci-après, étant entendu que les 1.000 actions préférentielles de la Société sont actuellement détenues en trésorerie par la Société elle-même;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(1) Renonciation aux formalités de convocation.

(2) Acceptation de la démission de Madame Géraldine Ann Kennell en tant que membre du conseil d'administration (et de tous ses autres mandats au sein de la Société) et décharge pour ce qui concerne l'exécution de ses devoirs en tant qu'administrateur.

(3) Modification des articles 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 20 à 32, 34, 35, 36, 38 et 39 des statuts de la Société (les Statuts), confirmation de l'autorisation existante du conseil d'administration de la Société d'émettre des actions de la Société sous le capital social autorisé de la Société, suppression des articles 10, 12 à 19, 33, 37 et 40 des Statuts, renumérotation subséquente et refonte intégrale des Statuts (sans modification de l'objet social de la Société), avec insertion ou modification, si nécessaire, des titres des Statuts.

(4) Divers.

III. après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'actionnaire de la Société présent ou représenté à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée accepte la démission de Madame Géraldine Ann Kennel en tant que membre du conseil d'administration de la Société (et de tous ses autres mandats au sein de la Société), avec effet au 9 octobre 2008 à 10.50 heures, et décide de lui donner décharge pleine et inconditionnelle de responsabilité pour ce qui concerne l'exécution des devoirs accomplis par elle en sa qualité d'administrateur ainsi que pour l'accomplissement de ses autres mandats au sein de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier les articles 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 20 à 32, 34, 35, 36, 38 et 39 des Statuts, pour confirmer, dans la mesure nécessaire, l'autorisation existante du conseil d'administration de la Société d'émettre des actions de la Société sous le capital social autorisé de la Société, laquelle autorisation a été accordée à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue le 28 septembre 2004, de supprimer les articles 10, 12 à 19, 33, 37

et 40 des Statuts, de renuméroter subséquemment et de refondre en intégralité les Statuts (sans modifier l'objet social de la Société), avec insertion ou modification, si nécessaire, des titres des Statuts qui auront désormais, dans leur version refondue, la teneur suivante:

"Chapitre I^{er} - Dénomination, Siège Social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination.

1.1 Il est constitué une société anonyme qui est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les "Statuts").

1.2 La Société existe sous la dénomination de TMF Group Holding Luxembourg S.A. (la "Société").

1.3 La Société peut avoir un associé unique (l'"Associé Unique") ou plusieurs actionnaires (les "Actionnaires"). La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

1.4 Toute référence aux Actionnaires dans les statuts de la Société est une référence à l'Associé Unique si la Société n'a qu'un seul associé.

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. La Société peut, par décision du conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration"), créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales. Le Conseil d'Administration est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.2 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la libre communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure n'aura toutefois pas d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera faite par l'un des organes de direction de la Société, lequel en informera les tiers.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute société luxembourgeoise et étrangère; l'acquisition de toute sorte de titres, d'actifs et de droits à travers la participation, l'apport, la souscription de warrants ou d'options et l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et développement; à accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte toute sorte d'assistance, prêt, avance ou garantie, de prêter des fonds y compris les produits de toute opération d'emprunt et/ou émissions de titres de créances à ses filiales ou à toute autre société. La Société peut également donner des garanties en faveur de tiers afin de garantir ses obligations ou celles de ses filiales ou de toute autre société. De plus, la Société peut gager, céder, hypothéquer ou créer, de toute autre façon, des sûretés sur certains ou tous ses actifs, et faire tout acte, qui est directement ou indirectement lié à cet objet, sans pour autant avoir droit aux avantages de la loi du 31 juillet 1929 sur les Sociétés Holding.

3.2 La Société peut emprunter et se procurer des fonds pour les objectifs décrits ci-dessus.

3.3 La Société peut exercer toute opération commerciale, technique ou financière liée directement ou indirectement aux activités énumérées ci-avant dans le but de remplir ses objectifs comme décrits ci-dessus.

3.4 L'objet décrit dans les paragraphes qui précèdent est d'interprétation large afin d'y inclure toute activité ou objet connexe, accessoire ou relié d'une quelconque façon à l'objet décrit ci-dessus.

3.5 Dans la poursuite de ses objectifs, la Société devra, dans les limites prévues par la loi, également tenir compte des intérêts du groupe de sociétés et entreprises auquel elle est affiliée.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société peut être dissoute à tout moment par résolution de l'assemblée générale des Actionnaires (l'"Assemblée Générale des Actionnaires") statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Chapitre II - Capital

Art. 5. Capital Social. Le capital social est fixé à EUR 1.122.681,25 (un million cent vingt-deux mille six cent quatre-vingt-un euros et vingt-cinq cents), représenté par:

- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "A" (les "Actions Ordinaires A");
- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "B" (les "Actions Ordinaires B");
- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "C" (les "Actions Ordinaires C");
- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "D" (les "Actions Ordinaires D");
- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "E" (les "Actions Ordinaires E");
- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "F" (les "Actions Ordinaires F");
- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "G" (les "Actions Ordinaires G");

- 99.683 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-trois) actions ordinaires "H" (les "Actions Ordinaires H");
- 99.681 (quatre-vingt-dix-neuf mille six cent quatre-vingt-un) actions ordinaires "I" (les "Actions Ordinaires I", et ensemble avec les Actions Ordinaires A, les Actions Ordinaires B, les Actions Ordinaires C, les Actions Ordinaires D, les Actions Ordinaires E, les Actions Ordinaires F, les Actions Ordinaires G et les Actions Ordinaires H, les "Actions Ordinaires"); et

- 1.000 (mille) actions préférentielles (les "Actions Préférentielles", et ensemble avec les Actions Ordinaires, les "Actions"),

avec une valeur nominale de 1,25 (un euro et vingt-cinq cents) par Action.

Art. 6. Modification du Capital Social.

6.1 La Société dispose d'un capital autorisé non souscrit d'une valeur totale de EUR 1.500.000 (un million cinq cent mille Euro), cette somme correspondant au montant par lequel le Conseil d'Administration est en droit d'augmenter le capital social.

6.2 Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

6.3 Dans les limites du capital autorisé fixé par l'Article 6.1, le capital social peut être augmenté sur l'initiative du Conseil d'Administration conformément aux conditions exposées ci-dessous, avec ou sans prime d'émission, par la création de nouvelles actions, étant entendu que:

6.3.1 Le Conseil d'Administration est autorisé à créer et émettre un nombre total de 1.200.000 (un million deux cent mille) nouvelles Actions ayant les mêmes droits que les Actions existantes comme suit:

- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires A;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires B;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires C;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires D;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires E;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires F;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires G;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires H;
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Ordinaires I; et
- 120,000 (cent vingt mille) nouvelles Actions Préférentielles.

6.3.2 L'autorisation expirera cinq ans suivant la publication des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires du 28 septembre 2004; toutefois des résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires pourront, à l'expiration de cette période, approuver une nouvelle période d'autorisation, adoptée selon les formes prévues pour la modification des statuts.

6.3.3 Le Conseil d'Administration peut supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires existants relatif aux nouvelles Actions créées conformément à cet Article 6;

6.3.4 Le Conseil d'Administration est autorisé à faire tout ce qui est nécessaire pour modifier l'Article 5 afin de tenir compte du changement du capital social suite à une augmentation en conformité avec l'Article 6. Le Conseil d'Administration est en droit de faire ou d'autoriser les actes requis pour l'exécution et la publication de cette modification conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915"). En outre le Conseil d'Administration peut déléguer à tout Administrateur ou dirigeant de la Société lequel a été dûment autorisé, ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche de l'acceptation des souscriptions et de la réception du paiement des Actions représentant une partie ou la totalité du montant du capital augmenté.

6.3.5 L'augmentation du capital décidé par le Conseil d'Administration endéans les limites du capital social autorisé peut être souscrite et les Actions peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, et libéré par apport en nature ou en numéraire, ou par la transmission de créances de toute autre manière déterminée par le Conseil d'Administration.

6.4 Sous réserve des pouvoirs accordés au Conseil d'Administration par la clause de capital autorisé contenue dans cet Article 6, les Actions non encore émises seront émises au prix, aux conditions et aux moments tels que déterminés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, étant entendu que les Actions ne pourront pas être émises à un prix inférieur à leur valeur nominale. Si la contrepartie due à la Société en raison des Actions nouvellement émises dépasse la valeur nominale de ces Actions, le surplus sera, dans les livres de la Société, assimilé à une prime d'émission relative à ces Actions.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres Actions aux conditions prévues par la Loi de 1915.

Art. 7. Versements.

7.1 Les versements à effectuer sur les Actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 8. Actions et Registre des Actionnaires.

8.1 Les Actions sont nominatives.

8.2 Le Conseil d'Administration conserve un registre des Actionnaires indiquant le nom et l'adresse de chacun des Actionnaires, ainsi que le nombre d'Actions souscrites par chacun de ces Actionnaires et le montant payé au titre de chacune des Actions, de même que la mention de tout transfert des Actions et les dates de ces transferts. La propriété des Actions est établie par inscription dans ledit registre.

8.3 Ce registre des Actionnaires est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout Actionnaire.

8.4 Le Conseil d'Administration doit faire en sorte que le registre des Actionnaires soit tenu à jour à tout moment conformément à l'article 40 de la Loi de 1915. Toute inscription devra être accompagnée de la signature d'un membre du Conseil d'Administration ou d'une personne dûment autorisée à ces fins par le Conseil d'Administration.

Art. 9. Prime d'émission.

9.1 Une ou plusieurs réserves séparées pour les primes d'émission peuvent être maintenues pour les Actions dans les livres de la Société indiquant la prime payée pour les Actions. Les paiements à partir de ces réserves peuvent uniquement être effectués par résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

9.2 Par une résolution adoptée à l'unanimité par une réunion où la totalité du capital social émis de la Société est présent ou représenté, l'Assemblée Générale des Actionnaires peut ajouter une ou plusieurs réserves pour les primes d'émission maintenues conformément à l'Article 9.1.

Art. 10. Bénéficiaires multiples.

10.1 La Société reconnaît un seul propriétaire par Action. Si une Action est détenue par plus d'une personne, la Société est en droit de suspendre l'exercice des droits attachés à chaque Action jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant le propriétaire de l'Action vis-à-vis de la Société.

Chapitre III - Administrateurs, Conseil d'Administration, Commissaires

Art. 11. Conseil d'Administration.

11.1 Tant que la Société n'a qu'un Associé Unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'"Administrateur Unique") qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire. Si la Société a plus d'un Actionnaire, la Société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois administrateurs (les "Administrateurs"), lesquels ne sont pas nécessairement Actionnaires.

11.2 Les Administrateurs seront nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée n'excédant pas six ans, et sont ré-éligibles. L'Assemblée Générale des Actionnaires détermine également la rémunération des Administrateurs (le cas échéant) et la durée de leur mandat. Les Administrateurs peuvent être révoqués à tout moment en vertu d'une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

11.3 Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur (la "Personne Morale"), la Personne Morale doit désigner une personne physique en tant que représentant permanent qui la représentera comme Administrateur Unique ou comme membre du Conseil d'Administration conformément à l'article 51bis de la Loi de 1915.

11.4 En cas de vacance dans le Conseil d'Administration pour des raisons de mort, retraite ou autre, les membres restants du Conseil d'Administration pourront coopter un nouvel Administrateur à la majorité des voix. La nomination d'un nouvel Administrateur conformément à cette clause sera ratifiée par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Art. 12. Réunions du Conseil d'Administration.

12.1 Le Conseil d'Administration doit élire un président parmi les Administrateurs (le "Président").

12.2 Le Conseil d'Administration peut désigner un secrétaire, Administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires ou de l'Associé Unique.

12.3 Le Président préside toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale des Actionnaires. En son absence, les autres membres du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale des Actionnaires, le cas échéant, nomment un président pro tempore qui présidera la réunion correspondante, par un vote à la majorité simple des Administrateurs ou Actionnaires présents ou représentés à la réunion correspondante.

12.4 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou de deux Administrateurs à l'endroit et à la date indiqués dans la convocation. Les réunions du Conseil d'Administration devront avoir lieu au Luxembourg, sauf si les circonstances le requièrent autrement ou si les Administrateurs en décident autrement. La convocation devra être faite par écrit au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la tenue de la réunion, et elle devra préciser l'ordre du jour de la réunion, de même que tous les documents qui seront produits lors de la réunion ou y présentés. Seul pourra faire l'objet des débats l'ordre du jour tel qu'exposé dans la convocation, à moins que le Conseil d'Administration n'en décide autrement.

12.5 En cas d'urgence, le Conseil d'Administration pourra se réunir valablement et adopter des résolutions lorsque tous ses membres sont présents ou représentés et renoncent à l'unanimité à l'exercice de la formalité de la convocation préalable.

12.6 A moins qu'il n'en soit prévu autrement dans les Statuts, le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

12.7 Sous réserve de dispositions contraires contenues dans les Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion n'est pas prépondérante.

12.8 Tout Administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou tous autres moyens de communication similaires, où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Nonobstant ce qui précède, des résolutions peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs. Ces résolutions auront le même effet et la même validité que des résolutions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué.

Les Administrateurs peuvent également émettre leur vote par lettre, télécopieur, télégramme ou télex, le dernier étant à confirmer par écrit.

12.9 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur. Un administrateur peut représenter plus d'un autre Administrateur, à condition cependant que deux Administrateurs au moins soient physiquement présents à la réunion.

12.10 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration (ou les décisions de l'Associé Unique selon le cas) sont signés par le Président, par n'importe quels deux Administrateurs ou comme le Conseil d'Administration peut décider (ou par l'Associé Unique selon le cas).

12.11 Les extraits seront certifiés par le Président, ou par deux Administrateurs ou, par toute personne dûment autorisée à laquelle le Conseil d'Administration a donné pouvoir (ou par l'Associé Unique selon le cas).

Art. 13. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

13.1 Le Conseil d'Administration (ou l'Associé Unique selon le cas) est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

13.2 Les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les Statuts à l'Assemblée Générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration (ou de l'Associé Unique selon le cas).

Art. 14. Délégation de pouvoirs.

14.1 Le Conseil d'Administration (ou l'Associé Unique selon le cas) peut déléguer la gestion journalière des affaires de la Société, entendue dans son sens le plus large ainsi que les pouvoirs de représenter la Société vis à vis des tiers, à un ou plusieurs Administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être Actionnaires, dans les conditions et avec les pouvoirs que le Conseil d'Administration (ou l'Associé Unique selon le cas) déterminera.

14.2 Le Conseil d'Administration peut également déléguer tous pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires, Administrateurs ou non. Le Conseil d'Administration déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de cette personne, la durée de la période de représentation ainsi que toutes autres conditions concernant ce mandat.

Art. 15. Représentation de la Société.

15.1 Vis-à-vis des tiers, la Société est en toutes circonstances représentée dans le cadre de son objet social par deux Administrateurs (ou dans le cas d'un Associé Unique, par la seule signature de l'Associé Unique) ou par les délégués du Conseil d'Administration (ou de l'Associé Unique selon le cas) agissant dans les limites de leurs pouvoirs.

15.2 Exception faite de l'hypothèse d'un Associé Unique, les Administrateurs ne peuvent cependant engager la société par leur signature individuelle, excepté s'ils ont été spécialement autorisés à cet effet par une résolution du Conseil d'Administration.

15.3 Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée par la seule signature de la(des) personne(s) nommée(s) à cet effet conformément à l'Article 14.1.

Art. 16. Intérêt opposé.

16.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

16.2 Au cas où un Administrateur aurait un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, cet Administrateur est tenu d'en prévenir le Conseil d'Administration et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. L'Administrateur concerné ne prendra pas part au vote concernant cette opération et il sera spécialement rendu compte de cet intérêt opposé à la première Assemblée Générale des Actionnaires, avant tout vote sur d'autres résolutions. Ce paragraphe ne s'applique pas à l'Associé Unique.

16.3 Tant que la Société est administrée par un Associé Unique, des procès-verbaux devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Associé Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Associé Unique a un intérêt opposé à celui de la Société et ces procès-verbaux sont présentés à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

16.4 Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Associé Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaires aux comptes - Réviseurs d'entreprise.

17.1 La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaire(s) nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

17.2 La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale des Actionnaires. Elle ne pourra cependant dépasser six années, renouvelable.

17.3 Si les conditions de l'article 69 (en combinaison avec l'article 35) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (la "Loi de 2002") sont remplies, la Société sera surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprise et non par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes. Le ou les réviseur(s) sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires conformément à l'article 69 de la Loi de 2002. L'Assemblée Générale des Actionnaires détermine leur nombre, leur rémunération (le cas échéant) et le terme de leur mandat.

Chapitre IV - Assemblée Générale des Actionnaires

Art. 18. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

18.1 Aussi longtemps que la Société n'a qu'un Actionnaire, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale des Actionnaires. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale des Actionnaires est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un Actionnaire. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

18.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Actionnaires, toute Assemblée Générale des Actionnaires régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

18.3 Sauf dans les cas déterminés par la loi, les décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires sont prises à la majorité simple des voix émises.

18.4 Cependant, les décisions pour modifier les Statuts peuvent seulement être adoptées par une Assemblée Générale des Actionnaires représentant au moins la moitié du capital social et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'Assemblée Générale des Actionnaires dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indique la date et le résultat de la précédente Assemblée Générale des Actionnaires. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimées. Les voix attachées aux Actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

18.5 Le changement de la nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et des obligataires de la Société (s'il y en a).

Art. 19. Droits de vote.

19.1 Chaque Action Ordinaire donne droit à un vote.

19.2 Les Actions Préférentielles ne donnent pas droit à un vote, sauf dans les cas suivants:

19.2.1 Dans les cas suivants tels que déterminés par l'article 46 (1) de la Loi de 1915:

- (a) l'émission de nouvelles Actions jouissant de droits privilégiés;
- (b) la fixation du dividende privilégié récupérable attaché aux Actions sans droit de vote;
- (c) la conversion des Actions Préférentielles en Actions Ordinaires
- (d) la réduction du capital social de la Société;
- (e) la modification de l'objet social de la Société;
- (f) l'émission d'obligations convertibles;
- (g) la dissolution anticipée de la Société;
- (h) la transformation de la Société en une Société d'une autre forme juridique.

19.2.2 Conformément à l'article 46 (2) de la Loi de 1915, les porteurs d'Actions Préférentielles exercent les mêmes droits que les porteurs d'Actions Ordinaires dans toute assemblée, lorsque, malgré l'existence de bénéfice disponible à cet effet, les dividendes privilégiés et récupérables (tels que définis à l'Article 26.2) n'ont pas été entièrement mis en paiement, pour quelque cause que ce soit, pendant deux exercices successifs et cela jusqu'au moment où les dividendes auront été intégralement récupérés.

Les Actions Préférentielles retiennent ces droits jusqu'à ce que tous les dividendes ont été payés.

19.2.3 Conformément à l'article 44 de la Loi de 1915, les Actions Préférentielles auront le droit de voter sur toute question:

- (a) lorsque les Actions Préférentielles émises représentent plus de 50% du capital social total émis de la Société;
- (b) lorsque le droit à un dividende privilégié et récupérable tel que prévu à l'article 44 (1) 2) de la Loi de 1915 et déterminé à l'Article 26.2, ne sera plus octroyé ou supprimé;
- (c) lorsque le droit privilégié au remboursement de l'apport tel que prévu à l'article 44 (1) 3) de la Loi de 1915 et déterminé à l'Article 27.2, ne sera plus octroyé ou supprimé.

Les Actions Préférentielles retiennent leurs droits de vote jusqu'à ce que et aussi longtemps que les conditions ci-dessus prévaudront.

Art. 20. Endroit et Date de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

20.1 L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires (l'"Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires") se tient chaque année au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations le 30 juin à 14.00 heures.

20.2 Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire au Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable précédent.

Art. 21. Autres Assemblées Générales des Actionnaires.

21.1 Le Conseil d'Administration ou le(s) commissaire(s) peut convoquer d'autres Assemblées Générales des Actionnaires.

21.2 D'autres Assemblées Générales des Actionnaires doivent être convoquées par le Conseil d'Administration ou le(s) commissaire(s) à la demande d'Actionnaires représentant le dixième du capital social tel que prévu par l'article 70 de la Loi de 1915. Ils sont obligés de les convoquer de façon à ce qu'elles soient tenues dans le délai d'un mois.

21.3 Un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins un dixième du capital social de la Société peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale des Actionnaires. Cette demande doit être envoyée par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale des Actionnaires en question.

21.4 Toutes Assemblées Générales d'Actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, peuvent se tenir à l'endroit et à la date spécifiés dans les convocations.

Art. 22. Convocations, procurations.

22.1 Sans préjudice quant aux dispositions de l'Article précédent, les Assemblées Générales des Actionnaires seront convoquées de la façon prévue par la loi. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et considèrent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale des Actionnaires peut avoir lieu sans convocation préalable.

22.2 Les avis de convocation pour chaque Assemblée Générale des Actionnaires doivent contenir l'ordre du jour et sont faits par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'Assemblée Générale des Actionnaires, dans le Mémorial et dans un journal de Luxembourg.

Des lettres missives sont adressées, huit jours avant l'Assemblée Générale des Actionnaires correspondante, aux Actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les Actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

22.3 Un Actionnaire peut être représenté à une Assemblée Générale des Actionnaires par une autre personne qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire et qui a reçu une procuration écrite, soit en original, soit par télécopie, ou par courriel.

Art. 23. Président, Secrétaire, Scrutateur et procès-verbal.

23.1 Les Assemblées Générales des Actionnaires sont présidées par le président, ou en son absence, par la personne désignée à cet effet par l'Assemblée Générale des Actionnaires elle-même. Le président devra alors désigner un secrétaire pour cette assemblée, lequel ne doit pas nécessairement être un Actionnaire. L'assemblée correspondante devra alors désigner un scrutateur pour cette assemblée, lequel ne doit pas nécessairement être un Actionnaire.

23.2 Le président peut demander à un notaire de dresser un enregistrement officiel de l'Assemblée Générale des Actionnaires aux frais de la Société.

23.3 A moins qu'un enregistrement officiel ait été dressé par un notaire, le procès-verbal devra être dressé à l'Assemblée Générale des Actionnaires par le secrétaire de l'assemblée correspondante. Le procès-verbal devra être approuvé et signé par le président, le secrétaire et le scrutateur de l'Assemblée Générale des Actionnaires correspondante de même que par tout Actionnaire qui le désire en témoignage de celle-ci, ou devra être adopté par la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires et en témoignage de celle-ci devra être signé par le président, le secrétaire et le scrutateur de cette Assemblée Générale des Actionnaires.

23.4 Le Conseil d'Administration tient un registre écrit de toutes les résolutions. De tels registres sont tenus à la disposition des Actionnaires pour consultation au siège de la Société. Copies ou extraits de tels registres seront fournis aux Actionnaires gratuitement ou au prix coûtant.

23.5 Si les décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires doivent être certifiées, des copies ou extraits à utiliser devant un tribunal ou autre part doivent être signés par le président ou par deux Administrateurs conjointement.

Chapitre V - Année Sociale, Distribution des Bénéfices

Art. 24. Année Sociale.

24.1 L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année.

24.2 Le Conseil d'Administration dresse les comptes annuels conformément aux dispositions légales. Il soumet ces documents avec le rapport des opérations de la Société un mois au moins avant l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires au(x) commissaire(s) aux comptes (ou au(x) réviseur(s) d'entreprise selon le cas).

Art. 25. Consultation des comptes annuels.

25.1 Quinze jours avant l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, les comptes annuels, le rapport annuel et toute autre information requise par l'article 73 de la Loi de 1915 devront être à disposition des Actionnaires pour consultation au siège social de la Société.

25.2 Des copies gratuites des documents visés dans le présent Article 25 devront être rendues disponibles par la Société pour les Actionnaires.

Art. 26. Distribution de bénéfices.

26.1 Chaque année 5% (cinq pour cent) au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social émis de la Société.

26.2 Sous réserve du paragraphe ci-dessus, l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets, étant entendu que les porteurs d'Actions Préférentielles ont droit à un dividende annuel récupérable par Action Préférentielle, ce dividende annuel récupérable étant à calculer comme étant 13% (treize pour cent) de la valeur nominale des Actions Préférentielles ainsi que toute prime d'émission. Dans l'hypothèse où un dividende annuel récupérable n'est pas payé (pour n'importe quelle raison) pour l'année financière écoulée, il sera rémunéré par 13% (treize pour cent) supplémentaire (tel qu'indiqué ci dessus) à payer sur le montant du dividende préférentiel non payé pour l'année financière écoulée dans chaque cas sans préjudice du paiement cumulatif du dividende en suspens non encore payé.

Au cas où il y a un dividende non payé sur les Actions Préférentielles, aucun dividende sur Actions Ordinaires ne pourra être payé.

Lorsqu'il y a des Actions partiellement libérées, les dividendes seront payables proportionnellement au montant de ces Actions qui a déjà été libéré.

26.3 Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la Loi de 1915.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution, Liquidation.

27.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires votant avec le quorum requis pour la modification des Statuts.

27.2 Dans le cas d'une procédure de liquidation de la Société, la liquidation sera conduite par un ou plusieurs liquidateur(s) (qui peuvent être une personne physique ou une personne morale) nommé(s) par l'Assemblée Générale des Actionnaires et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération (le cas échéant).

Lors d'une liquidation de la Société, les montants disponibles aux fins de distribution, devront être distribués comme suit:

27.2.1 D'abord, tous dividendes impayés à l'égard des Actions Préférentielles devront être payés dans la mesure où il y a des fonds suffisants disponibles;

27.2.2 Ensuite, le capital total payé pour les Actions Préférentielles (capital nominal et prime) ou, dans la mesure où les fonds ne suffisent pas à payer le capital total, il sera procédé à une distribution au pro rata entre les porteurs d'Actions Préférentielles; et

27.2.3 Finalement, le produit restant après liquidation faite en vertu des Articles 27.2.1 et 27.2.2 sera distribué parmi les porteurs d'Actions Ordinaires pari passu entre chaque catégorie d'Actions Ordinaires.

Chapitre VII - Divers

Art. 28. Loi Applicable.

28.1 Toutes les matières non régies par les Statuts seront soumises aux dispositions de la Loi de 1915."

Estimation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 2.000.-

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française et qu'à la requête de ces mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite aux parties comparantes, les parties comparantes ont signé ensemble avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé: C. BALTHAZARD, S. WOLTER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2008, Relation: LAC/2008/41523. — Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008135855/242/889.

(080158872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Finvestit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.798.

Le bilan et l'annexe au 30 septembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FINVESTIT S.A, Société anonyme

Thierry FLEMING / Claude SCHMITZ

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008136223/45/15.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2008, réf. LSO-CV06154. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

MLWERT 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.652.

Auszug aus dem Protokoll der Gesellschafterversammlung vom 6. Oktober 2008:

Der alleinige Gesellschafter hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Den Rücktritt von Michel Raffoul als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 30. September 2008 anzunehmen.

2. Folgende Personen mit Wirkung zum 30. September 2008 auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen:

- Wim Rits, geboren am 14. Juni 1970 in Merksem, Belgien, geschäftsansässig 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg

- Gerald Welvaert, geboren am 15. Juli 1977 in Uccle, Belgien, geschäftsansässig 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg

3. Den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 30. September 2008 von 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717, Luxembourg nach 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg zu verlegen.

Zum Vermerk im Luxemburger Amtsblatt, Band C.

MLWERT 2 S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2008135926/683/25.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08150. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Habicht S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 142.461.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, am zwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph ELVINGER, mit dem Amtswohnsitz in Luxembourg.

Ist erschienen:

Die Aktiengesellschaft KCLICK S.A., mit Sitz in L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, welche baldmöglichst im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, veröffentlicht und im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B eingetragen wird,

hier vertreten durch Frau Sylvie TALMAS, beruflich ansässig in Luxembourg, auf Grund einer ihr erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Welche Vollmacht, von der Komparentin und dem instrumentierenden Notar ne varietur paraphiert, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigelegt, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welche Komparentin, handelnd wie erwähnt, erklärt hiermit eine Aktiengesellschaft zu gründen und ihre Satzung wie folgt festzulegen:

I. Name, Sitz, Dauer und Zweck der Gesellschaft

Art. 1. Es wird eine Aktiengesellschaft nach Luxemburgischem Recht unter dem Namen HABICHT S.A. (die "Gesellschaft") gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich im Gebiet der Stadt Luxembourg, Grossherzogtum Luxembourg.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, der unter Einhaltung der in der Satzung vorgesehenen Bestimmungen gefasst wird, an jeden anderen Ort innerhalb des Grossherzogtums Luxembourg verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft innerhalb des Stadtgebietes an jeden anderen Ort verlegt werden.

Durch Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen oder Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxembourg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder von diesem Sitz mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Massnahme hat jedoch in keiner Weise Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, Luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung an Dritte von einer solchen Verlegung hat durch die Organe der Gesellschaft zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft sind Immobilientätigkeiten im Inland sowie im Ausland: der Erwerb, die Verwaltung, der Verkauf sowie die Vermietung aller Arten von Immobilien, möbliert oder unmöbliert, sowie sämtliche zusammenhängende Tätigkeiten.

Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter welcher Form auch immer an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen und die Vornahme von allen anderen Anlageformen. Gesellschaftszweck ist ferner die Übernahme der Geschäftsführung von Gesellschaften.

Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist, oder Gesellschaften, die derselben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft angehören, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft generell alle Geschäfte industrieller, kaufmännischer und finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, die direkt oder indirekt mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen oder mit allen vergleichbaren oder verbundenen Zwecken, welche die Ausdehnung oder die Entwicklung des Gesellschaftszwecks fördern können, vornehmen. Insbesondere kann die Gesellschaft Darlehen aufnehmen.

II. Grundkapital - Genehmigtes Kapital

Art. 5. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beläuft sich auf einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-).

Die Aktien haben die Form von Namens- oder Inhaberaktien.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäss den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss des alleinigen Aktionärs oder der Generalversammlung, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung abgeändert werden.

III. Verwaltung - Kontrolle

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen.

Sofern die Gesellschaft nur mit einem Aktionär gegründet wird oder sofern anlässlich einer Generalversammlung festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, kann sich der Verwaltungsrat aus einem einzigen Mitglied zusammensetzen und zwar bis zur ordentlichen Generalversammlung, die stattfindet, nachdem die Existenz von mehr als einem Aktionär festgestellt wurde.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden. Sofern die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, erfolgt die Ernennung und Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder durch diesen alleinigen Aktionär.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitgliedes frei, ist entweder eine ausserordentliche Generalversammlung einzuberufen, auf der ein neues von der Generalversammlung zu wählendes Verwaltungsratsmitglied zu ernennen ist, oder das freigewordene Amt von den verbleibenden Verwaltungsratsmitgliedern vorläufig zu besetzen. In diesem Fall erfolgt die endgültige Wahl des neuen Verwaltungsratsmitgliedes durch die nächste Generalversammlung.

Art. 8. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden wird die Sitzung des Verwaltungsrats von einem durch die anwesenden Verwaltungsratsmitglieder per Mehrheitsbeschluss gewählten Vorsitzenden geleitet.

Versammlungen des Verwaltungsrats werden vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Die Einberufung erfolgt mittels Brief, Fax, Fernschreiben oder in anderer vom Verwaltungsrat bestimmter Art und Weise an alle Verwaltungsratsmitglieder mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor der Versammlung.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auf eine Einberufung verzichten.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten kann. Die Bevollmächtigung dazu kann mittels Brief, Fax, Fernschreiben oder in anderer vom Verwaltungsrat bestimmter Art und Weise erteilt werden. Sofern der Verwaltungsrat aus einem einzelnen Mitglied besteht, nimmt dieses die Funktionen des Verwaltungsrates wahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder können Ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden.

Die Teilnahme an einer Verwaltungsratssitzung kann auch telefonisch oder per Videokonferenzschaltung oder auf ähnlicher vom Verwaltungsrat beschlossener Art und Weise erfolgen. Die Teilnahme unter diesen Umständen ist gleichwertig zur Teilnahme in Person.

In dringlichen Fällen können Verwaltungsratsbeschlüsse im Umlaufverfahren erfolgen, wobei die Beschlüsse auf einem oder mehreren gleichlautenden Dokumenten, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen sind, dokumentiert werden.

Die oberen Vorschriften gelten nicht im Falle eines einzelnen Verwaltungsratsmitgliedes.

Art. 9. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit, und im Falle eines einzelnen Verwaltungsratsmitgliedes durch dieses, getroffen, sofern in der Satzung oder im Gesetz kein anderes Quorum bzw. keine Einstimmigkeit geregelt ist. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 10. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 11. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch Gesetz oder die Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 12. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 13. Die Gesellschaft wird nach aussen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitgliedes sowies eines "administrateur-délégué"s, oder im Falle eines einzigen Verwaltungsratsmitgliedes, durch die Unterschrift dieses Verwaltungsratsmitgliedes, oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrates.

Art. 14. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare kontrolliert, welche nicht Aktionäre sein müssen, die ihre Anzahl und ihre Vergütung festlegt und die Ernennung wieder aufheben kann.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie kann jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

IV. Generalversammlung

Art. 15. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäss den gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 16. Die jährliche Generalversammlung tritt in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen, und zwar jedes Jahr am letzten Donnerstag des Monats März um 10.00 Uhr.

Falls dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Art. 17. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen.

Eine Generalversammlung muss einberufen werden, falls ein oder mehrere Aktionäre, die zusammen mindestens zehn (10) Prozent des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Art. 18. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme. Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen. Für den Fall, dass eine Aktie mehreren Personen gehört, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis der Gesellschaft gegenüber ein einziger Eigentümer ernannt wird.

V. Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 19. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt den Jahresbeschluss in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen.

Er legt diesen, mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft, spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung, den Kommissaren zur Einsicht vor.

Art. 20. Vom gesetzlich definierten Nettogewinn des Geschäftsjahres werden fünf (5) Prozent abgezogen und der gesetzlichen Rücklage zugewiesen; diese Verpflichtung besteht dann nicht mehr, wenn die gesetzliche Rücklage die Höhe von zehn (10) Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden zahlen.

Art. 21. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehreren Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütung ernannt werden.

Art. 22. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die Satzung geregelt sind, werden nach den anwendbaren Gesetzen bestimmt.

Übergangsbestimmungen

Abweichend von dieser Regelung beginnt das erste Geschäftsjahr am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2008.

Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2009 statt.

Zeichnung der Aktien

Sodann wurden sämtliche Aktien vom alleinigen Komparenten gezeichnet.

Die hiervor gezeichneten Aktien wurden zu 100% in Bar eingezahlt, so daß der Gesellschaft die Summe von EUR 31.000,- ab heute zur Verfügung steht, worüber dem amtierenden Notar der Nachweis erbracht wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar stellt fest, daß alle Voraussetzungen nach Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften gegeben sind und vermerkt ausdrücklich die Einhaltung der vorgeschriebenen Bedingungen.

Kosten

Der Gesamtbetrag aller Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, welcher der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen oder berechnet werden, wird auf 1.300,- Euro abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann hat sich die Komparentin, die das gesamte Kapital vertritt, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachtet, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wurde auf einen festgesetzt.

Zum alleinigen Verwaltungsratsmitglied wird ernannt:

Herr Jean-Marc FABER, expert-comptable, geboren zu Luxembourg, am 7. April 1966, mit Berufsanschrift in L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2014.

Zweiter Beschluss

Zum Kommissar wird bestellt:

Die Gesellschaft FIDUCIAIRE JEAN-MARC FABER & CIE S.à r.l.", mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

Das Mandat des hiavor genannten Kommissars endet nach der jährlichen Hauptversammlung von 2014.

Dritter Beschluss

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt die Anschrift der Gesellschaft im Innern der Gemeinde des Gesellschaftssitzes zu verlegen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxembourg, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erläuterung durch den instrumentierenden amtierenden Notar, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: S. TALMAS, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 octobre 2008. Relation: LAC/2008/42846. — Reçu à 0,5%: cent cinquante cinq euros (155,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008135885/211/191.

(080159027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Catella Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 112.781.

In the year two thousand and eight, on the fourteenth day of October.

Before Us, Maître Emile SCHLESSER, notary residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

There appeared:

1.- "CATELLA INVESTMENTS S.A.", a "société anonyme", having its registered office in L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg-City under section B and number 61.518, represented here by Mr. Didier KIRSCH, chartered accountant, residing professionally in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

by virtue of a proxy under private seal given on 28 May 2008,

2.- Mr. Lars BERTMAR, company director, residing in GB-SW3 6SJ London, 93, Dovehouse Street, represented by Mr. Didier KIRSCH, previously named,

by virtue of a proxy under private seal given on 28 May 2008,

3.- "INTER IKEA INVESTMENT S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée", having its registered office in L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg-City under section B and number 69.198,

represented here by Mr. Didier KIRSCH, previously named,

by virtue of a proxy under private seal given on 7 May 2008,

4.- Mr. Per LUDVIGSSON, company director, residing in S-25270 Raa, Rorgangargatan 3, represented by Mr. Didier KIRSCH, previously named,

by virtue of a proxy under private seal given on 28 May 2008,

5.- Mr. Christer LÖFDAHL, company director, residing in S-11429 Stockholm, Birger Jarlsgatan 42, represented by Mr. Didier KIRSCH, previously named, by virtue of a proxy under private seal given on 13 May 2008.

Said proxies, initialled "ne varietur", will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, declared and asked the notary to state that:

1. Mr. Lars BERTMAR, Mr. Christer LÖFDAHL and Mr. Per LUDVIGSSON, previously named, acting as managers of "Catella Luxembourg S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée", having its registered office in L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix, incorporated by deed of notary Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem, on 6 December 2005, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 532 on 14 March 2006, modified by deed of said notary WAGNER, on 27 December 2005, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 898 on 8 May 2006, modified by deed of said notary WAGNER, on 28 December 2005, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 882 on 5 May 2006, modified by deed of said notary WAGNER, on 5 April 2006, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 1356 on 13 July 2006, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg-City under section B and number 112,781, declare to accept, according to article 190 of the Law of 18 September 1933 on limited companies, respectively article 1690 of the Civil Code,

- the transfer of one hundred eighty-eight thousand one hundred (188,100) shares, on 9 January 2008, from Mr. Johan BJÖRKLUND, residing in S-18279 Stocksund, Hjortstigen 9, to "CATELLA INVESTMENTS S.A.", previously named,

- the transfer of three hundred seventy-six thousand two hundred (376,200) shares, on 14 April 2008, from Mr. Gunnar RYLANDER, residing in S-115 20 Stockholm, Erik Dahlbergsallen 11, to "CATELLA INVESTMENTS S.A.", previously named

2. "CATELLA INVESTMENTS S.A." and "INTER IKEA INVESTMENT S.à r.l, previously named, are the only shareholders of "Catella Luxembourg S.à r.l." after the aforementioned transfers of shares.

3. The cost and fees of the present deed are borne by the company.

4. For the publications and deposits, all powers are given to the bearer of a certified copy of the present deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English texts, the English text will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

Ont comparu:

1.- "CATELLA INVESTMENTS S.A.", société anonyme, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 61.518, ici représentée par Monsieur Didier KIRSCH, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 28 mai 2008,

2.- Monsieur Lars BERTMAR, administrateur de société, demeurant à GB-SW3 6SJ Londres, 93, Dovehouse Street, représenté par Monsieur Didier KIRSCH, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 28 mai 2008,

3.- "INTER IKEA INVESTMENT S.à r.l.", société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 69.198,

ici représentée par Monsieur Didier KIRSCH, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 7 mai 2008,

4.- Monsieur Per LUDVIGSSON, administrateur de société, demeurant à S-25270 Raa, Rorgångargatan 3, représenté par Monsieur Didier KIRSCH, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 28 mai 2008,

5.- Monsieur Christer LÖFDAHL, administrateur de société, demeurant à S-114 29 Stockholm, Birger Jarlsgatan 42, représenté par Monsieur Didier KIRSCH, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 13 mai 2008.

Les procurations prémentionnées, paraphées "ne varietur", resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec celui-ci.

Lesdits comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Monsieur Lars BERTMAR, Monsieur Christer LÖFDAHL et Monsieur Per LUDVIGSSON, prénommés, agissant en leur qualités de gérants de la société à responsabilité limitée "Catella Luxembourg S.à r.l.", avec siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph WAGNER, de résidence à Sanem, en date du 6 décembre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 532 du 14 mars 2006, modifiée suivant acte reçu par le prédit notaire WAGNER, en date du 27 décembre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 898 du 8 mai 2006, modifiée suivant acte reçu par le prédit notaire WAGNER, en date du 28 décembre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 882 du 5 mai 2006, modifiée suivant acte reçu par le prédit notaire WAGNER, en date du 5 avril 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1356 du 13 juillet 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 112.781, déclarent accepter au nom de la société, conformément à l'article 190 de la loi du 18 septembre 1933 concernant les sociétés à responsabilité limitée, respectivement à l'article 1690 du Code civil,

- la cession de cent quatre-vingt-huit mille cent (188.100) parts sociales, en date du 9 janvier 2008, par Monsieur Johan BJÖRKLUND, demeurant à S-18279 Stocksund, Hjortstigen 9, à la société anonyme "CATELLA INVESTMENTS S.A.", prénommée,

- la cession de trois cent soixante-seize mille deux cents (376.200) parts sociales, en date du 14 avril 2008, par Monsieur Gunnar RYLANDER, demeurant à S-115 20 Stockholm, Erik Dahlbergsallén 11, à la société anonyme "CATELLA INVESTMENTS S.A.", prénommée,

2. "CATELLA INVESTMENTS S.A.", et "INTER IKEA INVESTMENT S.à r.l.", prénommées, sont les seules associées de la société après les cessions de parts qui précèdent.

3. Les frais et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par la société.

4. Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des comparants, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Kirsch, E. Schlessner.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 octobre 2008, LAC/2008/42238. — Reçu 12,- € (douze euros).

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Emile SCHLESSER.

Référence de publication: 2008135936/227/118.

(080159242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

German Retail Property Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.600,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 134.534.

In the year two thousand and eight, on the twenty-fourth day of the month of June.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niedervanven (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

German Retail Property Fund FCP-SIF a specialised investment fund organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg acting by its management company, German Retail Property Fund Manager S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.913,

hereby represented by Mr. Paul Witte, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares being the sole shareholder of German Retail Property Luxco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.534, incorporated by a deed of Maître Paul Bettingen, prenamed, of 5 December 2007, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (the "Company") number 132 dated 17 January 2008. The Company's articles of incorporation (the "Articles") have been amended, and in particular (i) the capital has been increased from twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twenty-two thousand five hundred euro (EUR 22,500.-) pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Bettingen, prenamed, dated 21 December 2007 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1476, dated 14 June 2008, (ii) the capital has been increased from twenty-two thousand five hundred euro (EUR 22,500.-) to twenty-four thousand six hundred euro (EUR 24,600.-) pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Bettingen, prenamed, dated 9 January 2008 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1477 dated 14 June 2008 (iii) the capital has been increased from twenty-four thousand six hundred euro (EUR 24,600.-) to twenty-six thousand six hundred euro (EUR 26,600.-) pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Bettingen, prenamed, dated 28 January 2008 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1493 dated 17 June 2008, (iv) the capital has been increased from twenty-six thousand six hundred euro (EUR 26,600.-) to twenty-seven thousand six hundred euro (EUR 27,600.-) pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Bettingen, prenamed, dated 11 February 2008 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1494 dated 17 June 2008, (v) the capital has been increased from twenty-seven thousand six hundred euro (EUR 27,600.-) to twenty-eight thousand six hundred euro (EUR 28,600.-) pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Bettingen, prenamed, dated 28 February 2008 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1492 dated 17 June 2008 and (vi) the capital has been increased from twenty-eight thousand six hundred euro (EUR 28,600.-) to twenty-nine thousand six hundred euro (EUR 29,600.-) pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Bettingen, prenamed, dated 31 March 2008 which has not yet been published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

III. The appearing party, duly represented, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To increase the Company's share capital by an amount of one thousand euro (EUR 1,000.-) so as to raise it from its current amount of twenty-nine thousand six hundred euro (EUR 29,600.-) represented by two hundred ninety-six (296) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, to thirty thousand six hundred euro (EUR 30,600.-) represented by three hundred six (306) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

2. To issue with a total share premium of four thousand four hundred forty-one euro (EUR 4,441.-), ten (10) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the sole shareholder resolving on the proposed share capital increase.

3. To accept the subscription of ten (10) newly issued shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each by German Retail Property Fund FCP-SIF ("GRP Fund FCP-SIF") a specialised investment fund organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg acting by its management company, German Retail Property Fund Manager S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.913, ("FCP Manco"), by a contribution in cash with payment of a total share premium of four thousand four hundred forty-one euro (EUR 4,441.-) and to allocate such shares to GRP Fund FCP-SIF.

4. To amend article 6.1, first paragraph, of the Articles.

5. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder RESOLVES to increase the Company's share capital by an amount of one thousand euro (EUR 1,000.-) so as to raise it from its current amount of twenty-nine thousand six hundred euro (EUR 29,600.-) represented by two hundred ninety-six (296) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, to thirty thousand six hundred euro (EUR 30,600.-) represented by three hundred six (306) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Second resolution

The sole shareholder RESOLVES to issue with a total share premium of four thousand four hundred forty-one euro (EUR 4,441.-), ten (10) new shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, having the same rights

and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the sole shareholder resolving on the proposed share capital increase.

Subscription/Payment

There now appeared, Mr. Paul Witte, attorney-at-law, residing in Luxembourg, acting in his capacity as duly authorized agent and attorney in fact of GRP Fund FCP-SIF acting by FCP Manco, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of GRP Fund FCP-SIF acting by FCP Manco, prenamed, to ten (10) newly issued shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each and to make payment in full for all such newly subscribed shares, by a contribution in cash of one thousand euro (EUR 1,000.-) with payment of a total share premium of four thousand four hundred forty-one euro (EUR 4,441.-), the total amount being paid by GRP Fund FCP-SIF acting by FCP Manco amounting to five thousand four hundred forty-one euro (EUR 5,441.-).

The person appearing declared that the newly issued shares have been entirely paid up in cash and that the Company has at its disposal the total amount of five thousand four hundred forty-one euro (EUR 5,441.-), proof of which is given to the undersigned notary.

Third resolution

The sole shareholder RESOLVES to amend article 6.1, first paragraph, of the Articles, which shall forthwith read as follows:

" Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 - Subscribed and paid up share capital

The Company's share capital is fixed at thirty thousand six hundred euro (EUR 30,600.-) represented by three hundred six (306) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the mandatory of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the mandatory of the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-quatre juin.

Par-devant Nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

German Retail Property Fund FCP-SIF, un fonds d'investissement spécialisé existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, agissant par sa société de gestion German Retail Property Fund Manager S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.913,

ici représentée par Monsieur Paul Witte, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

I. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement.

II. La comparante déclare qu'il est l'associé unique de German Retail Property Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.534, constituée par un acte de Maître Paul Bettingen, prénommé, en date du 5 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Société") numéro 132 daté du 17 janvier 2008. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés, et (i) en particulier le capital social a été augmenté de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à vingt-deux mille cinq cents euros (EUR 22.500,-) dans un acte de Maître Paul Bettingen, prénommé, du 21 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1476 daté du 14 juin 2008, (ii) le capital social a été augmenté de vingt-deux mille cinq cents euros (EUR 22.500,-) à vingt-quatre mille six cents euros (EUR 24.600,-) dans un acte de Maître Paul Bettingen, prénommé, du 9 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1477 daté du 14 juin 2008, (iii) le capital social a été augmenté de vingt-quatre mille six cents euros (EUR 24.600,-) à vingt-six mille six cents euros (EUR 26.600,-) dans un acte de Maître

Paul Bettingen, prénommé, du 28 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1493 daté du 17 juin 2008, (iv) le capital social a été augmenté de vingt-six mille six cents euros (EUR 26.600,-) à vingt-sept mille six cents euros (EUR 27.600,-) dans un acte de Maître Paul Bettingen, prénommé, du 11 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1494 daté du 17 juin 2008, (v) le capital social a été augmenté de vingt-sept mille six cents euros (EUR 27.600,-) à vingt-huit mille six cents euros (EUR 28.600,-) dans un acte de Maître Paul Bettingen, prénommé, du 28 février 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1492 daté du 17 juin 2008 et (vi) le capital social a été augmenté de vingt-huit mille six cents euros (EUR 28.600,-) à vingt-neuf mille six cents euros (EUR 29.600,-) dans un acte de Maître Paul Bettingen, prénommé, du 31 mars 2008 non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

III. La comparante, dûment représentée, reconnaît être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société de mille euros (EUR 1.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt-neuf mille six cents euros (EUR 29.600,-) représenté par deux cent quatre-vingt-seize (296) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, à trente mille six cents euros (EUR 30.600,-), représenté par trois cent six (306) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

2. Emission, avec une prime d'émission totale de quatre mille quatre cent quarante et un euros (EUR 4.441,-), de dix (10) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes et conférant un droit aux dividendes de la Société à partir du jour de la décision prise par l'associé unique décidant de l'augmentation du capital proposée.

3. Acceptation de la souscription de dix (10) parts sociales nouvellement émises ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune par German Retail Property Fund FCP-SIF, un fonds d'investissement spécialisé existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ("GRP Fund FCP-SIF"), agissant par sa société de gestion German Retail Property Fund Manager S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.913 ("FCP Manco") par un apport en numéraire avec paiement d'une prime d'émission totale de quatre mille quatre cent quarante et un euros (EUR 4.441,-), et allocation de ces parts sociales à GRP Fund FCP-SIF.

4. Modification de l'article 6.1, premier paragraphe, des Statuts.

5. Divers.

A requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société de mille euros (EUR 1.000,-) pour le porter de son montant actuel de vingt-neuf mille six cents euros (EUR 29.600,-) représenté par deux cent quatre-vingt-seize (296) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, à trente mille six cents euros (EUR 30.600,-), représenté par trois cent six (306) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Deuxième résolution

L'associé unique DECIDE d'émettre, avec une prime d'émission totale de quatre mille quatre cent quarante et un euros (EUR 4.441,-), dix (10) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes et conférant un droit aux dividendes de la Société à partir du jour de la décision prise par l'associé unique décidant de l'augmentation du capital proposée.

Souscription/Paiement

Ensuite, a comparu, Monsieur Paul Witte, susmentionné, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de GRP Fund FCP-SIF agissant par FCP Manco, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Le comparant déclare souscrire, au nom et pour le compte de GRP Fund FCP-SIF agissant par FCP Manco susmentionnée, à dix (10) parts sociales nouvellement émises ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune et de libérer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire de mille euros (EUR 1.000,-) avec paiement d'une prime d'émission totale de quatre mille quatre cent quarante et un euros (EUR 4.441,-), le montant total payé par GRP Fund FCP-SIF agissant par FCP Manco s'élevant à cinq mille quatre cent quarante et un euros (EUR 5.441,-).

Le comparant déclare que les parts sociales nouvellement émises ont été libérées entièrement en espèces et que la somme totale de cinq mille quatre cent quarante et un euros (EUR 5.441,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

Troisième résolution

L'associé unique DECIDE de modifier l'article 6.1, premier paragraphe des Statuts, qui auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 - Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à trente mille six cents euros (EUR 30.600,-), représenté par trois cent six (306) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Dont acte fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent document.

Le notaire instrumentaire qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du mandataire du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Paul Witte, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 27 juin 2008. LAC/2008/26244. — Reçu 27,21 € (vingt-sept euros vingt et un cents).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société à sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 octobre 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2008135960/202/206.

(080158811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Eau Vive Lux S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5634 Mondorf-les-Bains, 5, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 107.605.

Auszug aus der Anteilabtretung vom 1. September 2008

Es geht aus einer Anteileabtretung vor Notar Roger ARRENSDORFF mit dem Amtssitz zu Bad-Mondorf vom 1. September 2008, betreffend die Gesellschaft EAU VIVE LUX SARL mit Sitz zu L-5634, Mondorf-les-Bains, 5, route de Luxembourg, eingetragen in Handelsregister unter Nummer B 107.605, folgendes hervor:

- ENROTEC Holding GmbH & Co. KG, mit Sitz zu D-66538 Neunkirchen/Saar, Untere Bliessstrasse 13-15, Eigentümerin von eintausendeinhundertvierzig (1.140) Anteilen der Gesellschaft, erklärt andurch unter der gesetzlichen Gewähr Rechtens abzutreten an:

1. Gerhard WINTER, Diplom-Ingenieur, wohnhaft zu D-66459 Kirkel, Blieskasteler Strasse 85, sechzig (60) Anteile der genannten Gesellschaft zum Preise von ACHTTAUSENDVIERHUNDERT EURO (8.400.- EUR);
2. Michael BRITZ, Diplom-Ingenieur, wohnhaft zu D-66133 Saarbrücken-Scheidt, Catharina-Loth-Strasse 4, sechzig (60) Anteile der genannten Gesellschaft zum Preise von ACHTTAUSENDVIERHUNDERT EURO (8.400.- EUR);
3. Klaus KANTELBERG, Diplom-Betriebswirt, wohnhaft zu D-66798 Wallerfangen, Veilchenweg 4, sechzig (60) Anteile der genannten Gesellschaft zum Preise von ACHTTAUSENDVIERHUNDERT EURO (8.400.- EUR);

- Nach den hiavor gemachten Abtretungen werden die Anteile wie folgt gehalten:

1) ENROTEC Holding GmbH & Co, KG, vorgenannt, neunhundertsechzig Anteile	960
2) Patrick STEUER, vorbenannt, sechzig Anteile	60
3) Gerhard WINTER, vorbenannt, sechzig Anteile	60
4) Michael BRITZ, vorbenannt, sechzig Anteile	60
5) Klaus KANTELBERG, vorbenannt, sechzig Anteile	60
Total: Eintausendzweihundert Anteile	1.200

- Patrick STEUER, Diplom-Betriebswirt, wohnhaft in D-66679 Losheim am See, Rimlingerstrasse 10, handelnd in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft EAU VIVE LUX SARL, um im Namen der Gesellschaft, gemäß Artikel 1690 des Code Civil, die genannten Abtretungen anzunehmen und er entbindet die Zessionarin von einer diesbezüglichen Zustellung an die Gesellschaft. Weiterhin erklärt er daß keine Opposition und kein Hindernis bestehen, welche die Ausführung dieser Abtretungen aufhalten könnten.

Enregistré à Remich, le 8 septembre 2008. REM 2008/1143. — Reçu douze euros. 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 24 octobre 2008.

ARRENSDORFF Roger.

Référence de publication: 2008135075/218/40.

(080157888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Laduco, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 32.440.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LADUCO S.A.H.

Signature

Référence de publication: 2008136220/296/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2008, réf. LSO-CV07294. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.

Eikon Mezzanine Income Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 112.087.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration

- Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société du 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg à compter de ce jour.

- Le Conseil d'Administration prend acte de la modification, à compter de ce jour, de l'adresse professionnelle des Administrateurs:

* Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, diplômé D.E.S.S., demeurant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

* Monsieur Pierre MESTDAGH, employé privé, demeurant professionnellement au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Le Conseil d'Administration prend acte du changement de siège social de la société FIN-CONTRÔLE S.A. Commissaire aux comptes de la Société, du 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Extract of the resolutions taken by the Board of Directors

- The Board of Directors resolves that the registered office be transferred from 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, to 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, with immediate effect.

- The Board of Directors acknowledges that the professional address of the following Directors be modified as follows:

* Mr Jean-Robert BARTOLINI awarded in D.E.S.S., residing professionally at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

* Mr Pierre MESTDAGH, private employee, residing professionally at 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- The Board of Directors acknowledges that the transfer of the registered office of the Statutory Auditor FIN-CONTRÔLE S.A. from 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, to 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg be taken note of.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait le 1^{er} septembre 2008.

Certifié sincère et conforme

EIKON MEZZANINE INCOME HOLDING S.A.

J. BAXTER / P. MESTDAGH

Director of Category A / Director of Category B and Chairman of the Board of Directors

Référence de publication: 2008136287/795/36.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2008, réf. LSO-CV01096. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2008.
